

Communication

Canada



À l'écoute des Canadiens : l'économie

Enquête sur les communications

Hiver et printemps 2003



À l'écoute des Canadiens : l'économie

Enquête sur les communications

Hiver et printemps 2003

Nota: La somme des pourcentages des graphiques aux pages 15, 16, 17, 18, 20, 21 and 23 n'atteint pas nécessairement 100 car ils ont été arrondis.

Dans la présente publication, les termes du genre masculin utilisés pour désigner des personnes englobent à la fois les femmes et les hommes.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par Communication Canada, 2003.

Publié par Communication Canada en juillet 2003.

Pour plus de renseignements, communiquer avec la
Direction générale de la recherche au (613) 992-6906.

N° de catalogue : PF4-7/2003-1-1

ISBN : 0-662-67274-7

Table des matières

Introduction	7
Sommaire	8
Rôle de l'économie dans la fierté au Canada	10
Rôle de l'économie dans la façon dont les Canadiens se perçoivent	11
Perception de la physionomie des exportations du Canada : public c. chefs d'entreprises	12
Optimisme économique	13
Optimisme économique : hiver et printemps 2003	14
Priorités économiques les plus fortes des Canadiens	15
Évaluations de la performance du gouvernement du Canada : enjeux économiques	16
Évaluations de la performance : gestion de l'économie selon la région, la province, la ville..	17
Suivi de l'évaluation de la performance en gestion de l'économie	18
Intérêt pour l'économie et les affaires	19
Facteurs de renforcement de l'économie canadienne	20
Crédibilité portant sur les enjeux économiques	21
Crédibilité des déclarations du gouvernement sur l'économie : selon la région	22
Principales sources d'information	23
Sondage (printemps 2003)	24
Sondage (partie de l'hiver 2003)	25

Introduction

Communication Canada a pour mandat d'améliorer les communications entre le gouvernement du Canada et les Canadiens. C'est ainsi qu'il fournit des produits et des services de communications ministériels et qu'il appuie l'engagement du gouvernement envers un Canada fort et uni.

Dans cet esprit, Communication Canada réalise des activités pertinentes de recherche et communique les résultats obtenus à tout le gouvernement du Canada pour faire davantage comprendre les tendances sociétales, les enjeux et les événements affectant les communications gouvernementales.

Le rapport que nous vous présentons aujourd'hui est basé sur les résultats des deux plus récents sondages intitulés *À l'écoute des Canadiens*. Le dernier date du printemps 2003. Il a été réalisé entre le 8 et le 18 mai par le biais d'entrevues téléphoniques faites auprès d'un échantillon représentatif de 5 006 adultes de tout le Canada. Nous avons continué à pratiquer le suréchantillonnage régulier à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan. Nous avons également ajouté un échantillon supplémentaire afin que 400 répondants soient interviewés dans chacune des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse.

Le sondage précédent – *À l'écoute des Canadiens* – qui était fondé sur des entrevues téléphoniques menées avec 5 843 adultes de toutes les régions du Canada avait été réalisé en février et en mars 2003. Encore une fois, nous avons fait des entrevues de suréchantillonnage à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Saskatchewan et des entrevues additionnelles pour que 400 adultes participent au sondage dans chacune des provinces de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador. Certaines questions du sondage de l'hiver 2003 ont été posées seulement à un sous-échantillon de 1 501 adultes, entre le 4 et le 10 février 2003.

Ce rapport contient aussi des résultats provenant des sources suivantes :

- sondage de Communication Canada sur les valeurs sociales mené auprès de 6 000 adultes de toutes les régions du Canada en février et en mars 2003;
- *Canadians and the Economy*, Ipsos-Reid : sondage auprès de 1 000 adultes de tout le Canada en novembre 2002; et
- *Perspectives du monde des affaires*, COMPAS : sondage auprès de 500 décideurs du monde des affaires de tout le Canada en novembre et décembre 2002.

Le présent rapport est disponible sur le site Internet de Communication Canada (www.communication.gc.ca).

Sommaire

Le présent rapport résume les résultats du sondage intitulé *À l'écoute des Canadiens*, réalisé par Communication Canada à l'hiver 2003 (février et mars 2003) et au printemps 2003 (mai 2003); de son sondage sur les valeurs sociales (mars 2003); du sondage d'Ipsos-Reid ayant pour titre *Canadians and the Economy* (novembre 2002) dont Communication Canada fut souscripteur; et de *Perspectives du monde des affaires*, de COMPAS (novembre et décembre 2002).

Ce rapport met l'accent sur :

- l'influence des enjeux économiques sur le point de vue global qu'ont les Canadiens de leur pays;
- les perspectives économiques actuelles des Canadiens;
- leurs priorités économiques;
- leur opinion sur la façon dont le gouvernement gère l'économie;
- la façon dont l'économie se rattache aux intérêts personnels des Canadiens; et
- l'usage le plus efficace des médias pour communiquer des messages à caractère économique aux Canadiens.

En ce qui concerne l'influence de l'économie sur l'image nationale qu'ils ont d'eux-mêmes, les Canadiens sont fiers de la qualité de leurs produits et services, de leurs réalisations scientifiques et technologiques, et de la performance de l'économie canadienne. Actuellement, les Canadiens s'enorgueillissent davantage de leurs réalisations économiques que des sources traditionnelles de fierté comme le filet de sécurité sociale et le système de soins de santé. Ils perçoivent leur pays comme une importante nation commerçante qui est techniquement avancée et où les gens travaillent fort. Cependant, malgré le fait que le Canada soit un joueur de premier plan sur l'échiquier économique mondial, plusieurs Canadiens doutent de la véracité de cette étiquette. En outre, une majorité de Canadiens entretiennent la croyance démodée qui veut que le rôle du Canada à titre de négociant international dépende d'abord et avant tout des exportations de ressources naturelles.

Au cours des trois derniers mois, les Canadiens ont développé une attitude plus positive au sujet de l'orientation de l'économie. Ils reconnaissent également certaines des réalisations du gouvernement dans le secteur économique, la plus importante étant, selon les groupes de discussion réunis par Communication Canada, la croissance continue, un budget équilibré et la réduction de la dette. Ensemble, ces perceptions ont contribué à une évaluation généralement favorable de la gestion économique du gouvernement. On remarque néanmoins un certain nombre de facteurs susceptibles d'avoir une incidence négative : le maintien de la lente croissance dans le secteur économique mondial, la remontée récente de la valeur du dollar, les répercussions psychologiques du SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) et la maladie de la vache folle.

Sommaire (suite)

Pourtant, les Canadiens perçoivent certains facteurs qui pourraient contribuer à une économie plus forte. L'investissement dans les ressources humaines, par le biais de l'éducation et de la formation, arrive au premier rang, suivi d'une saine politique fiscale et monétaire, et l'impact positif de l'économie internationale sur leur propre économie.

Il y a cependant plusieurs autres enjeux à considérer. D'une part, durant les deux dernières années, les groupes de discussion de Communication Canada ont constamment accordé des évaluations favorables aux politiques budgétaires du gouvernement. De plus, plusieurs Canadiens attribuent les solides performances économiques des cinq dernières années à ces politiques. D'autre part, l'évaluation de la performance du gouvernement, bien qu'elle soit plus forte en ce qui concerne la gestion globale de l'économie, est moins bonne dans un certain nombre de secteurs liés à la gestion économique globale, y compris l'innovation, l'infrastructure, l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et les impôts. Alors que le gouvernement obtient des évaluations positives pour ses politiques économiques en général, les Canadiens sont moins enclins à reconnaître ses mérites dans divers domaines connexes.

La confiance économique et l'évaluation de la gestion économique du gouvernement sont plus faibles dans les trois provinces les plus à l'ouest. Les perceptions négatives de la performance du gouvernement du Canada dans certaines provinces de l'Ouest sur des questions comme l'agriculture, l'infrastructure, la gestion des ressources naturelles, les impôts, la formation axée sur les compétences et le chômage pourraient en être en partie responsables. La croissance économique plus faible observée en Saskatchewan et en Colombie-Britannique dans les dernières années pourrait être à l'origine de cet état de fait. En Alberta, le gouvernement obtient des évaluations relativement défavorables pour sa gestion des ressources naturelles et l'agriculture qui représentent de très fortes priorités pour les Albertains et d'autres Canadiens.

Quand nous communiquons avec les Canadiens sur les enjeux économiques, il importe de nous rappeler que les enjeux que ces derniers placent haut au plan national sont également importants – mais pas toujours – à leurs yeux au plan personnel. En effet, leur opinion concernant les priorités nationales peut diverger de leurs intérêts personnels. Ainsi, les Canadiens attribuent-ils une priorité nationale relativement faible aux impôts, mais s'intéressent davantage à ce sujet qu'à toute autre question économique.

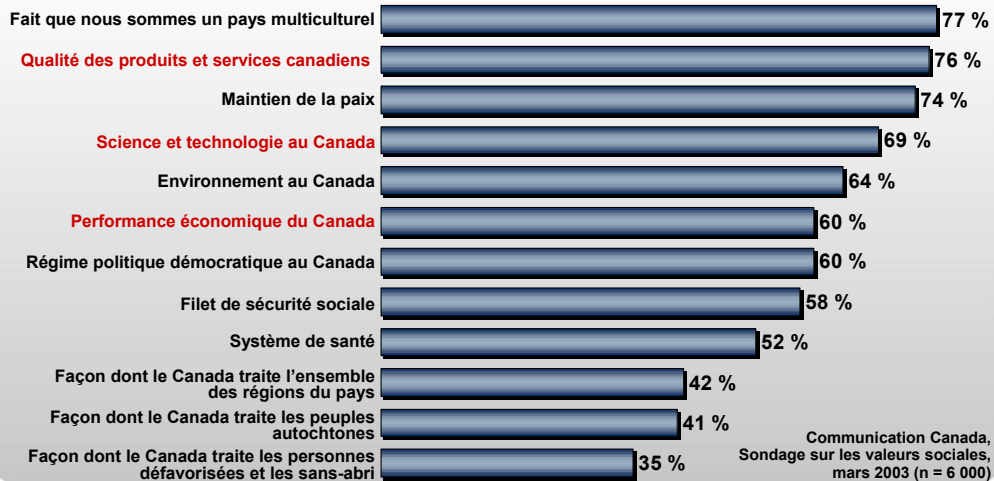
Enfin, n'oublions pas qu'en matière d'enjeux économiques, les universitaires et les économistes représentent les sources d'information auxquelles les Canadiens se fient le plus. Et lorsqu'il s'agit des médias, rappelons-nous que si les Canadiens se fondent sur la télévision et les journaux pour tirer leur information économique, ceux qui détiennent un diplôme universitaire ont tendance à faire confiance aux journaux alors que les autres Canadiens s'informent en regardant la télévision.



Rôle de l'économie dans la fierté au Canada

« J'aimerais maintenant savoir dans quelle mesure vous êtes fier de chacun des aspects suivants du Canada. »

% ayant répondu « fier » (5, 6, 7)



Communication Canada,
Sondage sur les valeurs sociales,
mars 2003 (n = 6 000)



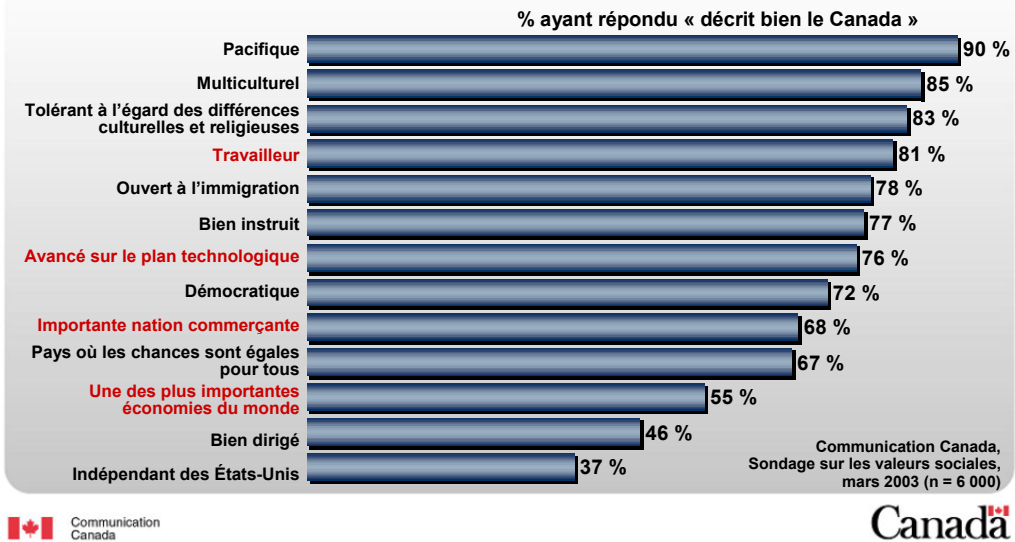
- L'économie canadienne joue un rôle important à l'égard des sentiments que les Canadiens éprouvent pour leur pays. Un sondage récent de Communication Canada sur les valeurs montre que les Canadiens sont fiers des réalisations économiques de leur pays.
- En ce qui concerne la fierté nationale, la qualité des produits et des services canadiens se classe au deuxième rang, immédiatement après le fait d'être un pays multiculturel. Autant les hommes que les femmes de toutes les provinces et de tous les groupes d'âge ressentent une grande fierté relativement à ces produits et services.
- Les Canadiens, encore une fois les hommes et les femmes de chaque province et groupe d'âge, sont également fiers des réalisations scientifiques et technologiques de leur pays.
- La fierté liée à la performance économique globale du Canada est un peu plus faible. Elle varie selon les provinces, passant d'un sommet de 67 % en Ontario à 50 % en Saskatchewan et à 46 % en Colombie-Britannique. Le niveau de fierté plus faible observé en Saskatchewan et en Colombie-Britannique peut s'expliquer en partie par les taux de croissance du produit intérieur réel, entre 1997 et 2001, en moyenne plus faibles dans ces deux provinces que dans le reste du pays.¹

¹ Statistique Canada, *CANSIM II*, tableau 384-0002 et n° de catalogue 13-213-PPB.



Rôle de l'économie dans la façon dont les Canadiens se perçoivent

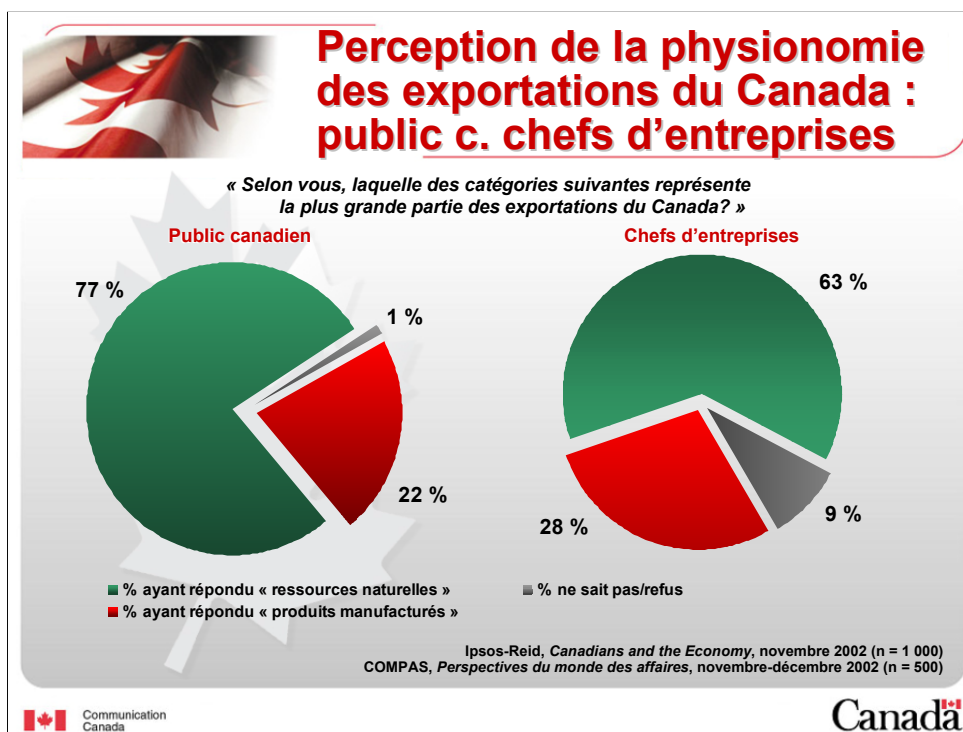
« Je vais maintenant vous lire une liste de mots ou de phrases et j'aimerais savoir dans quelle mesure vous estimez que ceux-ci décrivent bien le Canada. »



- Quand on leur demande leur opinion sur certains aspects de leur pays, les Canadiens sont surtout portés à le dire pacifique, multiculturel et tolérant.
- Les Canadiens tendent également à avoir une opinion favorable sur divers aspects de la vie économique de leur pays. Ils le voient comme un pays où les gens travaillent fort. Cette perception du Canada est forte dans toutes les régions du pays, particulièrement à l'Île-du-Prince-Édouard (89 %), en Nouvelle-Écosse (88 %), en Alberta (88 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (86 %).
- Les Canadiens croient que leur pays est avancé sur le plan technologique. Cette perception est très répandue dans toutes les provinces et dans tous les groupes d'âge des deux sexes.
- Selon l'Organisation mondiale du commerce, le Canada était la septième nation exportatrice du monde en 2001.² Deux Canadiens sur trois pensent que le Canada est une importante nation commerçante. Cette perception est partagée par les Canadiens de toutes les provinces, de tous les groupes d'âge et des deux sexes.
- Alors que le revenu national brut se classait au huitième rang dans le monde en 2002³, près de six Canadiens sur dix estiment que leur économie est l'une des plus importantes du monde. Les perceptions varient selon la province : cette opinion est la plus répandue à l'Île-du-Prince-Édouard (63 %), à Terre-Neuve-et-Labrador (61 %), au Nouveau-Brunswick (60 %), et en Ontario (60 %). Elle l'est moins en Colombie-Britannique (43 %).

² Organisation mondiale du commerce, 2002 (http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2002_f/chp_1_f.pdf).

³ Banque mondiale, 2002 (<http://www.worldbank.org/data/databytopic/GNI.pdf>).



- Tandis que les Canadiens voient leur pays comme une nation commerçante de premier plan, une forte proportion du public et des chefs d'entreprises continuent à croire que le Canada exporte surtout des ressources naturelles. Des gens de toutes les régions, de tous les groupes d'âge, des deux sexes et de tous les segments de la communauté des affaires partagent cette perception.
- Cette croyance va à l'encontre de la réalité actuelle : plus de la moitié des exportations du Canada proviennent de produits manufacturés et non des ressources naturelles.⁴

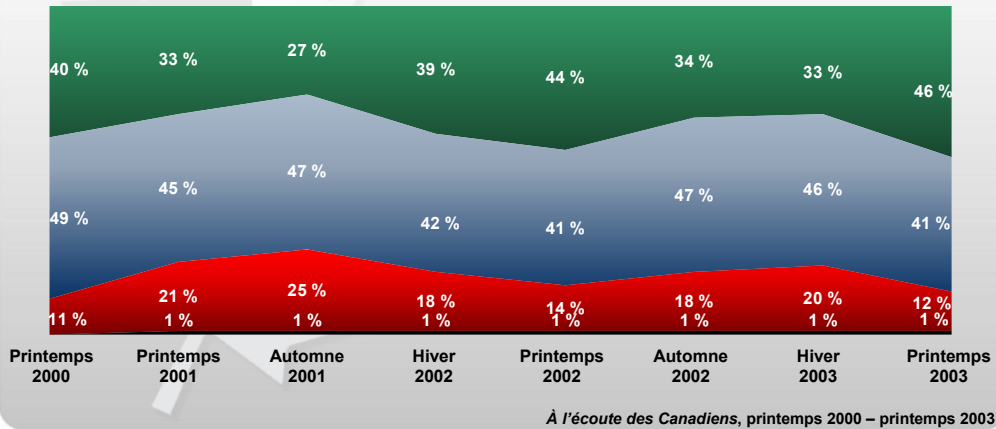
⁴ *Troisième rapport annuel sur le commerce international du Canada*, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 2002.



Optimisme économique

« Au cours de la prochaine année environ, croyez-vous que l'économie du Canada s'améliorera, se détériorera ou restera la même? »

■ % ayant répondu « s'améliorera » ■ % ayant répondu « restera la même »
■ % ayant répondu « se détériorera » ■ % ne sait pas



À l'écoute des Canadiens, printemps 2000 – printemps 2003



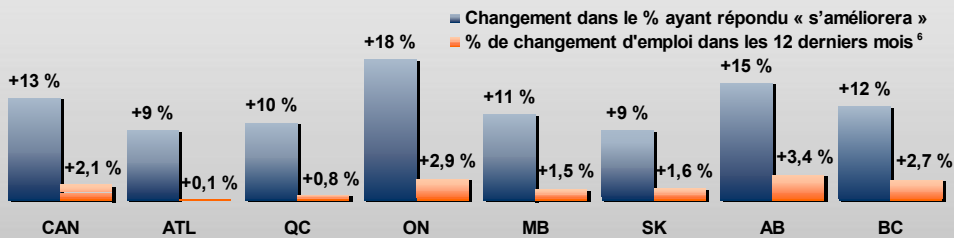
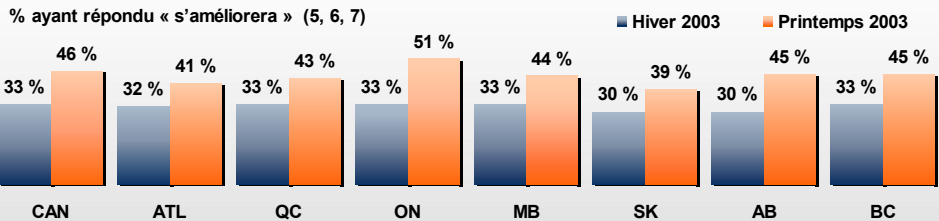
- Les perspectives économiques des Canadiens se sont beaucoup améliorées au cours des derniers mois. En mai 2003, près de la moitié des répondants croyaient que l'économie allait s'améliorer durant la prochaine année, ce qui représente 13 points de plus qu'en février-mars. D'autre part, 41 % croyaient que l'économie demeurerait la même. Seulement 12 % croyaient qu'elle se détériorerait.
- La croyance que l'économie s'améliorera est plus forte chez les hommes (50 %), les diplômés des universités (49 %) et les citoyens (48 %). Elle est plus faible chez les femmes (43 %), les personnes n'ayant pas terminé leurs études secondaires (38 %) et les résidents ruraux (39 %).
- Cet optimisme pourrait refléter les augmentations continues de l'indice avancé composite de Statistique Canada depuis l'été 2002. Cet indice a augmenté de 0,1 % en avril 2003 après avoir fait un gain de 0,2 % en mars.⁵
- Un certain nombre de facteurs pourraient toutefois modifier cette tendance durant les prochains mois. Ils comprennent la lente croissance de l'économie mondiale, la montée récente de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine et les répercussions psychologiques du SRAS et de la maladie de la vache folle.

⁵ Statistique Canada, *Le Quotidien*, 21 mai 2003.



Optimisme économique : hiver et printemps 2003

« Au cours de la prochaine année environ, croyez-vous que l'économie du Canada s'améliorera, se détériorera ou restera la même? »



À l'écoute des Canadiens, printemps 2000 – printemps 2003; Statistique Canada, mai 2003

- Entre les sondages intitulés *À l'écoute des Canadiens* de l'hiver et du printemps, l'optimisme concernant l'orientation de l'économie canadienne a crû dans chaque région. Il se trouve actuellement au niveau le plus élevé en Ontario (51 %) et au plus bas en Saskatchewan (39 %).
- Bien que l'optimisme économique ait gagné 13 points dans l'ensemble du pays, les hausses les plus fortes se sont produites en Ontario (18 points), en Alberta (15 points) et en Colombie-Britannique (12 points). Ces hausses pourraient refléter, en partie, le fait que ces provinces ont créé le plus grand nombre de nouveaux emplois au cours des 12 mois précédant les sondages (une augmentation de 2,9 % en Ontario, de 3,4 % en Alberta et de 2,7 % en Colombie-Britannique).⁶
- Le nombre d'emplois perdus ou créés est l'indicateur que les Canadiens utilisent le plus pour évaluer l'état de l'économie. Dans un sondage récent, Communication Canada a découvert que 45 % des Canadiens se fiaient aux emplois « pour déterminer que les choses vont bien ou mal ». ⁷

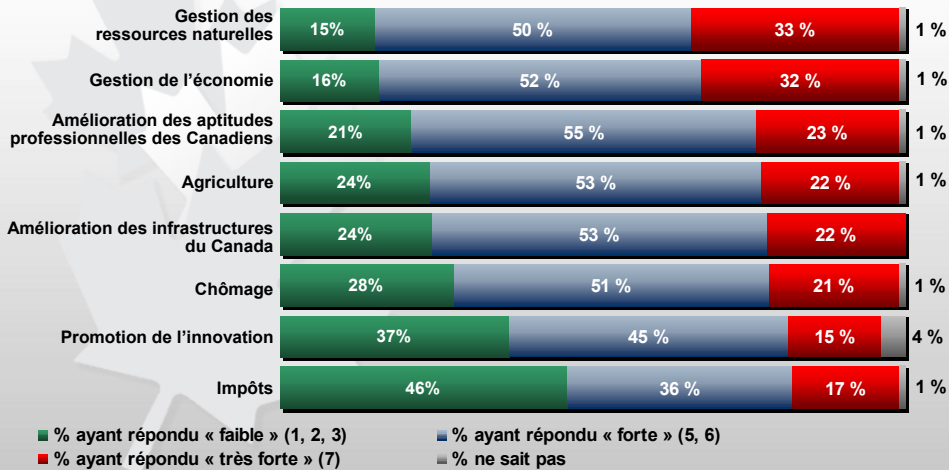
⁶ Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, le vendredi 6 juin 2003.

⁷ Communication Canada, *À l'écoute des Canadiens*, hiver 2002, p. 18 et 19.



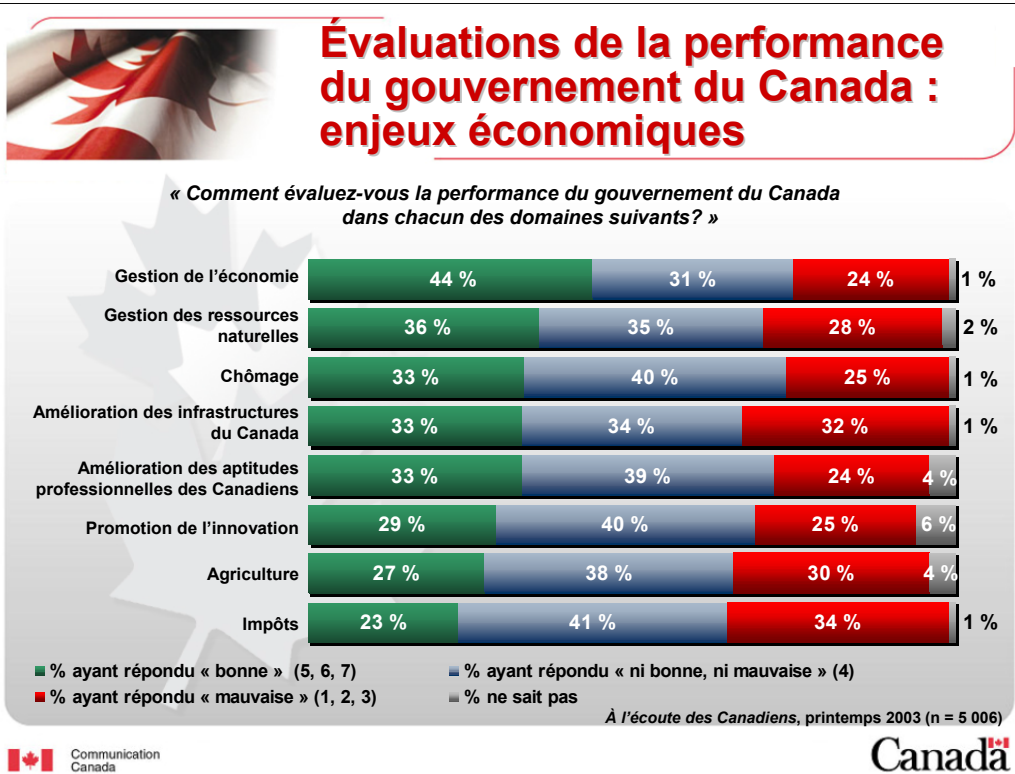
Priorités économiques les plus fortes des Canadiens

« En ne pensant pas seulement à aujourd'hui mais aux cinq prochaines années, quelle priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder à chacun des secteurs suivants? »



À l'écoute des Canadiens, printemps 2003 (n = 5 006)

- Parmi huit priorités économiques du gouvernement du Canada, les Canadiens continuent d'accorder la plus forte priorité à la gestion des ressources naturelles et à la gestion de l'économie.
- La gestion des ressources naturelles devient une priorité particulièrement importante dans certaines régions dont l'Atlantique, où 39 % des répondants lui accordent une priorité très forte (57 % à Terre-Neuve-et-Labrador), et la Colombie-Britannique où 38 % font de même.
- Le deuxième groupe de priorités comprend l'amélioration des aptitudes professionnelles des Canadiens, l'agriculture, l'amélioration des infrastructures du Canada et le chômage.
- Ces priorités tendent à varier selon les régions. L'amélioration des aptitudes professionnelles des Canadiens représente une priorité relativement forte dans les provinces de l'Atlantique où 31 % des répondants considèrent ce secteur prioritaire. L'agriculture est essentielle en Saskatchewan où 35 % des gens lui attribuent une très forte priorité et 51 % une forte priorité. L'amélioration des infrastructures du Canada constitue une très forte priorité en Atlantique (34 %) et au Québec (28 %). Le chômage devient une priorité relativement plus forte au Québec où 29 % lui accordent une très forte priorité et 49 % une forte priorité.
- Parmi les priorités moins importantes pour le gouvernement du Canada se trouvent la promotion de l'innovation et les impôts. Les impôts sont une priorité relativement plus importante au Québec où 24 % des répondants lui accordent une très forte priorité et 35 % une forte priorité.

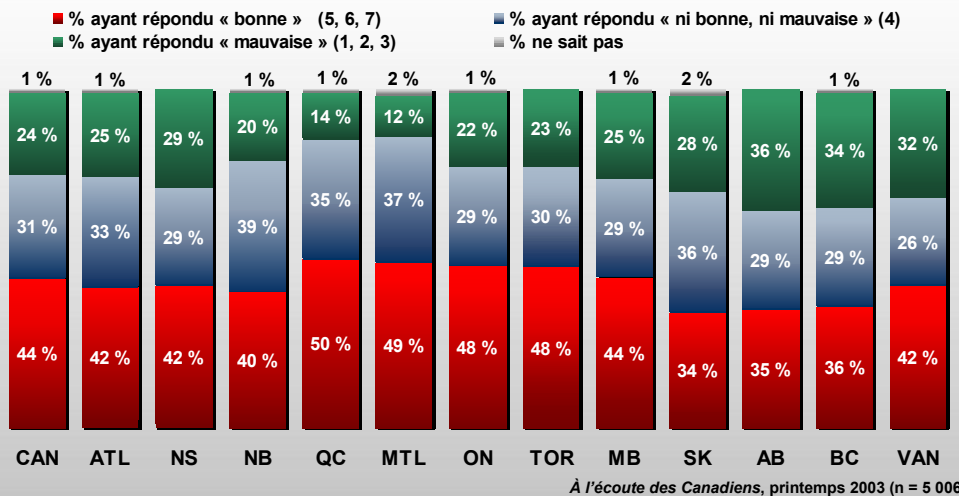


- Parmi les enjeux économiques, le gouvernement obtient ses plus hautes évaluations de la performance pour la gestion de l'économie. (Des détails supplémentaires sur cet enjeu particulier font l'objet des deux pages suivantes.)
- Dans l'ensemble, le gouvernement reçoit d'assez bonnes évaluations de la performance en ce qui a trait à la gestion des ressources naturelles, au chômage, à l'amélioration des infrastructures du Canada et à l'amélioration des aptitudes professionnelles des Canadiens.
- Cependant, dans certaines régions, le gouvernement se voit accorder des évaluations relativement défavorables pour ces enjeux. En ce qui concerne la gestion des ressources naturelles, il obtient une mauvaise évaluation de 33 % au Canada atlantique (46 % à Terre-Neuve-et-Labrador), 34 % en Alberta et 38 % en Colombie-Britannique. En matière de chômage, on lui donne la plus forte proportion de mauvaises évaluations en Colombie-Britannique (32 %). Pour ce qui est de l'amélioration des infrastructures du Canada, il reçoit une plus forte proportion de mauvaises évaluations en Nouvelle-Écosse (42 %), au Manitoba (47 %) et en Saskatchewan (44 %). Au sujet de l'amélioration des aptitudes professionnelles des Canadiens, 35 % des résidents de la Colombie-Britannique lui attribuent une mauvaise évaluation.
- Le gouvernement recueille ses évaluations les moins favorables dans les domaines de l'agriculture et des impôts. Il obtient des évaluations assez négatives pour l'agriculture dans les trois provinces des Prairies où 42 % des Manitobains, 58 % des Saskatchewanais et 45 % des Albertains lui accordent une mauvaise évaluation. Le gouvernement reçoit aussi ses évaluations les plus négatives, en matière d'impôts, de l'Ouest du Canada où 48 % des Albertains et 44 % des Britanno-Colombiens lui donnent une mauvaise évaluation.



Évaluations de la performance : gestion de l'économie selon la région, la province, la ville

« Comment évaluez-vous la performance du gouvernement du Canada
dans chacun des domaines suivants : gestion de l'économie? »



Communication
Canada

Canada

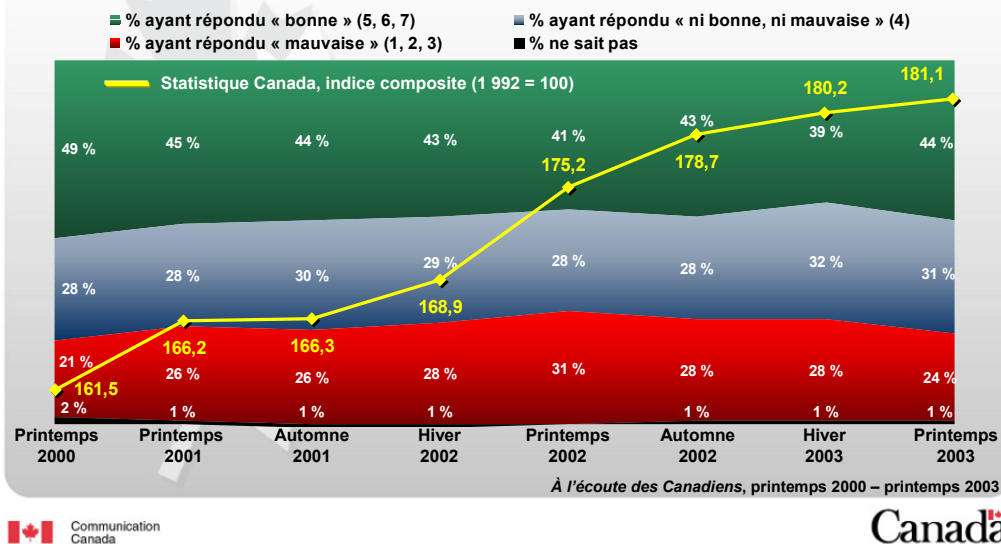
- Malgré l'évaluation généralement favorable que le gouvernement reçoit pour la gestion de l'économie, les évaluations varient dans les diverses régions du pays.
- On observe les évaluations les plus positives au Canada central, suivi du Canada atlantique et du Manitoba. Les évaluations les moins positives viennent de Saskatchewan, d'Alberta et de Colombie-Britannique.
- Les évaluations relativement plus faibles dans les trois provinces les plus à l'ouest pourraient s'expliquer par un certain nombre de facteurs :
 - les taux généralement plus faibles de croissance économique en Saskatchewan et en Colombie-Britannique qui se sont situés sous la moyenne nationale au cours des dernières années;⁸
 - les évaluations relativement faibles liées aux questions agricoles et aux infrastructures en Saskatchewan;
 - les évaluations plutôt faibles touchant l'agriculture, la gestion des ressources naturelles et les impôts en Alberta; et
 - les évaluations relativement faibles de la gestion des ressources naturelles, des impôts, du chômage et de l'acquisition de nouvelles compétences en Colombie-Britannique.
- Les citoyens ont tendance à adopter une attitude positive envers la gestion gouvernementale de l'économie, dans une proportion de 49 % à Montréal et de 48 % à Toronto. À Vancouver, 42 % des répondants lui accordent une bonne évaluation. Ce pourcentage est plus élevé que dans l'ensemble de la Colombie-Britannique (36 %).

⁸ Statistique Canada, *CANSIM II*, tableau 384-0002 et n° de catalogue 13-213-PPB.



Suivi de l'évaluation de la performance en gestion de l'économie

« Comment évaluez-vous la performance du gouvernement du Canada dans chacun des domaines suivants : gestion de l'économie? »



- Durant les trois dernières années, plus de Canadiens ont donné une bonne évaluation au gouvernement pour sa gestion de l'économie en comparaison à ceux qui lui ont accordé une mauvaise évaluation.
- La bonne évaluation a varié légèrement, entre 49 % au printemps 2000 et 39 % à l'hiver 2003. Elle se situe maintenant à 44 %.
- Ces résultats suggèrent que les perceptions des Canadiens en ce qui concerne la gestion gouvernementale de l'économie ont représenté une force constante pour ce qui est des communications gouvernementales depuis trois ans.
- Les évaluations relativement favorables reflètent les tendances positives récentes qui se sont manifestées dans l'économie, comme le montre l'indice avancé composite de Statistique Canada. Après avoir traversé une période sans relief en 2001, l'indice connaît une revalorisation.



Intérêt pour l'économie et les affaires

« Je vais maintenant vous lire une liste de différents types de renseignements sur l'économie et les affaires que les Canadiens peuvent obtenir du gouvernement, et j'aimerais que vous me disiez lesquels vous intéressent le plus. »



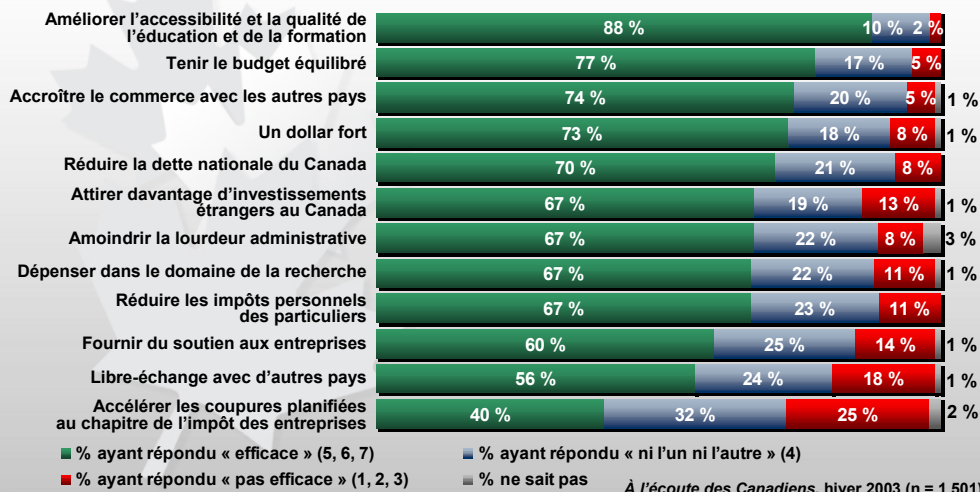
Ipsos-Reid,
Canadians and the Economy,
novembre 2002 (n = 1 000)

- Lorsque, dans le cadre de l'étude d'Ipsos-Reid, intitulée *Canadians and the Economy*, on a demandé aux Canadiens quels sujets liés à l'économie et aux affaires les intéressaient le plus personnellement, trois réponses se sont classées au haut de la liste : l'impôt sur le revenu, la performance économique générale et la formation à de nouvelles compétences.
- Les Canadiens manifestent un niveau d'intérêt modérément élevé pour les programmes de promotion de l'innovation et de la technologie et les programmes d'aide aux entreprises.
- Ils s'intéressent moyennement à l'information sur la recherche d'emploi, à l'incidence du Protocole de Kyoto, au dernier budget du gouvernement du Canada, au démarrage d'une nouvelle entreprise et à la TPS.
- Au bas de la liste se trouvent les exportations et le commerce ainsi que le crédit d'impôt pour enfants.
- Les jeunes adultes (18 à 34 ans) s'intéressent un peu plus à l'information sur la formation à de nouvelles compétences (67 %), à la recherche d'emploi (56 %) et au crédit d'impôt pour enfants (39 %).
- Au Québec, on remarque un intérêt relativement élevé pour l'information sur la recherche d'emploi (58 %) alors qu'en Alberta, on s'intéresse beaucoup à l'information concernant l'incidence du Protocole de Kyoto sur l'économie (76 %).
- Dans le graphique ci-dessus, les Canadiens font de l'impôt sur le revenu leur plus grand intérêt personnel dans le domaine économique. Cependant, ils classent l'imposition au dernier rang des huit priorités économiques qu'ils désignent pour le gouvernement du Canada. Ces résultats soulignent les différences entre les priorités personnelles des Canadiens et les priorités qu'ils considèrent importantes pour le gouvernement.
- Personnellement, les Canadiens s'intéressent aussi énormément à la performance générale de l'économie, à la formation à de nouvelles compétences et aux programmes de promotion de l'innovation. Ils croient également que ces domaines représentent de fortes priorités économiques pour le gouvernement.



Facteurs de renforcement de l'économie canadienne

« À long terme, quel serait le degré d'efficacité des éléments suivants en vue d'aider le Canada à rendre l'économie canadienne la plus forte possible pour l'avenir? »

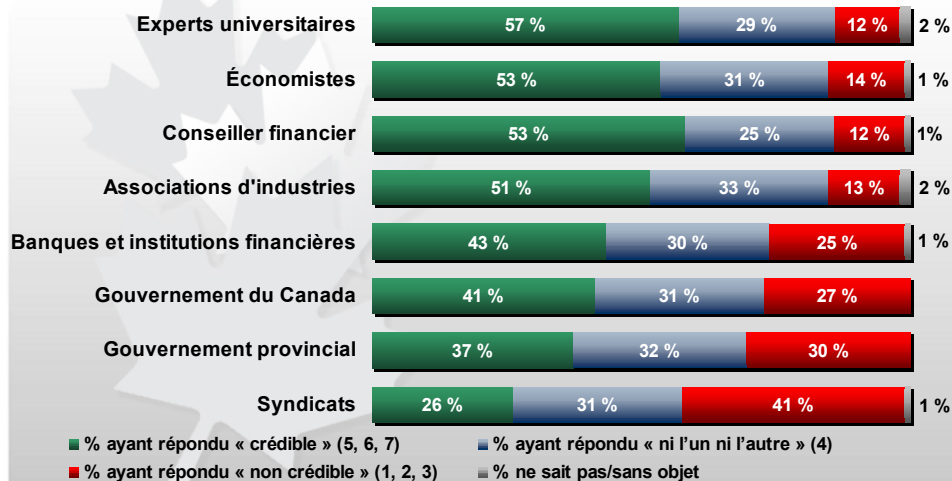


- Dans le sondage intitulé *À l'écoute des Canadiens*, mené à l'hiver 2003, on demandait quels facteurs contribueraient le plus à renforcer l'économie du Canada.
- Parmi les 12 facteurs nommés, les Canadiens considèrent que l'investissement dans le développement humain – éducation et formation – est le plus important.
- Les politiques fiscales et monétaires du deuxième tiers comprennent le maintien d'un budget équilibré, un dollar plus fort et la réduction de la dette nationale. Les participants aux groupes de discussion de Communication Canada avaient aussi mentionné ces trois facteurs (janvier, mai et août 2002) en les désignant comme principaux piliers du bilan économique du gouvernement.
- Les facteurs internationaux que les Canadiens considèrent utiles à l'économie canadienne englobent un commerce extérieur accru, plus d'investissements provenant de l'étranger, fournir du soutien aux entreprises et le libre-échange avec les autres pays.
- Les autres facteurs ayant un impact modérément important consistent à amoindrir la lourdeur administrative et à dépenser plus d'argent pour la recherche.
- En ce qui concerne la réduction des impôts, les Canadiens considèrent qu'il est plus important de réduire les impôts personnels que d'accélérer les coupures planifiées au chapitre de l'impôt des entreprises.



Crédibilité portant sur les enjeux économiques

« J'aimerais que vous me donniez votre évaluation de la crédibilité de chacun. »



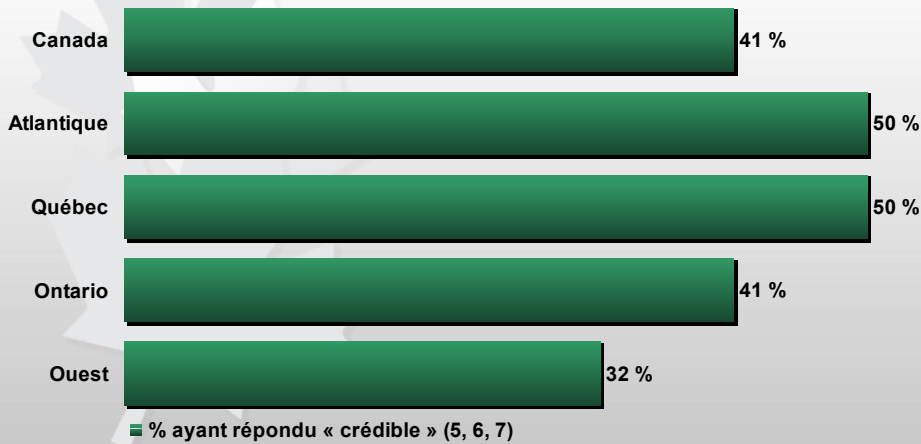
À l'écoute des Canadiens, hiver 2003 (n = 1 501)

- Selon le sondage de l'hiver 2003 intitulé *À l'écoute des Canadiens*, les experts universitaires représentent les sources d'information les plus crédibles en ce qui a trait aux enjeux économiques. Les économistes, les conseillers financiers et les associations d'industries sont d'autres sources très crédibles.
- Un peu plus bas sur la liste se trouvent les banques et les institutions financières. Quarante et un pour cent (41 %) des répondants considèrent que les déclarations du gouvernement du Canada sur l'économie sont crédibles, alors que 37 % pensent de même lorsqu'il s'agit des déclarations des gouvernements provinciaux.
- Les syndicats occupent le dernier rang pour ce qui est de la crédibilité.
- Au Canada atlantique, un certain nombre de sources dont les associations d'industries (65 %), les économistes (63 %), les conseillers financiers (61 %) ainsi que les banques et autres institutions financières (54 %) jouissent d'une crédibilité relativement forte. Au Québec, les experts universitaires ont une cote de crédibilité plutôt importante (64 %). Les conseillers financiers (56 %) et les économistes (55 %) les suivent. En Ontario, les personnes les plus crédibles sont les experts universitaires (55 %) et les économistes (53 %). Dans l'Ouest du Canada, les experts universitaires (54 %), les conseillers financiers (51 %) et les économistes (50 %) occupent le haut de la liste.



Crédibilité des déclarations du gouvernement sur l'économie : selon la région

« Je vais vous lire une liste d'organisations et de personnes qui se prononcent souvent au sujet de l'état de l'économie et j'aimerais que vous me donniez votre évaluation de la crédibilité de chacun. Par exemple, le gouvernement du Canada. »



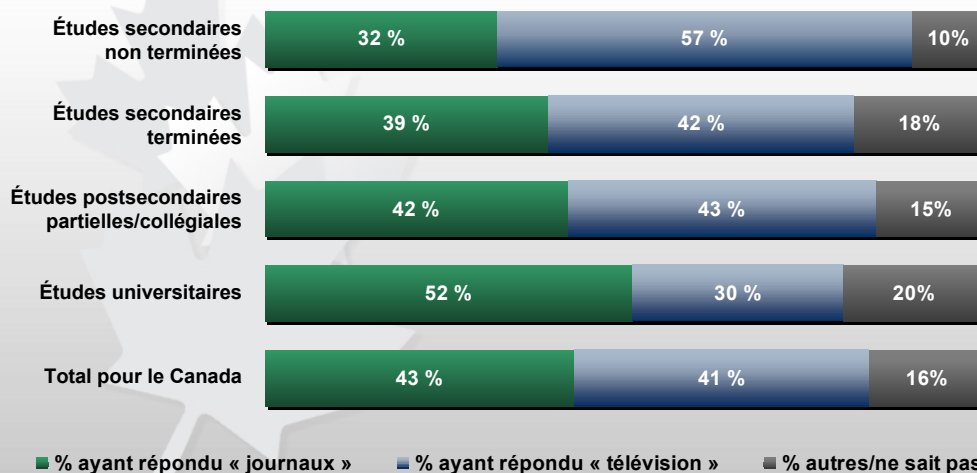
À l'écoute des Canadiens, hiver 2003 (n = 1 501)

- Alors que 41 % de l'ensemble des Canadiens croient que les déclarations du gouvernement du Canada sur l'économie sont crédibles, 50 % des habitants de la région de l'Atlantique et 50 % des Québécois pensent de même. Cette proportion atteint 41 % en Ontario et chute à 32 % dans l'Ouest du Canada.
- En ce qui concerne les enjeux économiques, le plus faible niveau de crédibilité dont jouit le gouvernement, observé dans les provinces de l'Ouest, reflète les évaluations qu'il obtient pour sa gestion de l'économie. Ces évaluations reflètent à leur tour des facteurs comme les évaluations plus faibles accordées au gouvernement dans certaines provinces ou toutes les provinces situées le plus à l'ouest pour ce qui est de l'agriculture, des impôts, de la gestion des ressources, du chômage et de la formation des compétences. Ces évaluations pourraient également être affectées en partie par la croissance économique plus lente remarquée en Saskatchewan et en Colombie-Britannique dans les dernières années.



Principales sources d'information

« D'où tirez-vous principalement vos informations au sujet de l'économie? »



À l'écoute des Canadiens, hiver 2003 (n = 1 501)

- Parmi les principaux médias canadiens, les journaux et la télévision se partagent la première position à titre de sources d'information sur l'économie. Quarante-trois pour cent (43 %) des Canadiens désignent les journaux comme la source la plus importante alors que 41 % d'entre eux nomment la télévision.
- Il y a des différences substantielles selon le niveau de scolarité. Chez les personnes qui n'ont pas terminé le secondaire, 57 % ont indiqué la télévision et 32 % les journaux. Chez les diplômés universitaires, 52 % ont répondu les journaux et 30 % la télévision.

Sondage (printemps 2003)

- Échantillon total : 5 006 adultes de 18 ans et plus.
- Entrevues téléphoniques menées par GPC Recherche entre le 8 et le 18 mai 2003.

Total des entrevues menées par GPC Recherche

	Nombre d'entrevues menées	Marge d'erreur maximale
Atlantique	1 100	+/- 2,95 %
Terre-Neuve-et-Labrador	150	+/- 8,00 %
Île-du-Prince-Édouard	150	+/- 8,00 %
Nouvelle-Écosse	400	+/- 4,90 %
Nouveau-Brunswick	400	+/- 4,90 %
Québec	901	+/- 3,26 %
Montréal	300	+/- 5,66 %
Ontario	1 201	+/- 2,83 %
Toronto	399	+/- 4,91 %
Ouest	1 804	+/- 2,31 %
Manitoba	400	+/- 4,90 %
Saskatchewan	400	+/- 4,90 %
Alberta	401	+/- 4,89 %
Colombie-Britannique	603	+/- 3,99 %
Vancouver	298	+/- 5,68 %
Total	5 006	+/- 1,38 %

Nota: La somme des pourcentages des graphiques aux pages 15, 16, 17, 18, 20, 21 and 23 n'atteint pas nécessairement 100 car ils ont été arrondis.

Sondage (partie de l'hiver 2003)

- Échantillon total : 1 501 adultes de 18 ans et plus.
- Entrevues téléphoniques menées par GPC Recherche entre le 4 et le 10 février 2003.

Total des entrevues menées par GPC Recherche

	Nombre d'entrevues menées	Marge d'erreur maximale
Atlantique	301	+/- 5,65 %
Terre-Neuve-et-Labrador	100	+/- 9,80 %
Île-du-Prince-Édouard	100	+/- 9,80 %
Nouvelle-Écosse	50	+/- 13,86 %
Nouveau-Brunswick	51	+/- 13,72 %
Québec	300	+/- 5,66 %
Ontario	400	+/- 4,90 %
Ouest	500	+/- 4,38 %
Manitoba	125	+/- 8,77 %
Saskatchewan	125	+/- 8,77 %
Alberta	125	+/- 8,77 %
Colombie-Britannique	125	+/- 8,77 %
Total	1 501	+/- 2,53 %